

Évaluation conjointe des besoins en Éducation 2025

("Joint Education Needs Assessment", JENA)

Mai 2026 | République centrafricaine (RCA)

RÉSULTATS CLÉS

- **La grande majorité des écoles visitées (99%) étaient fonctionnelles et accueillait des enfants**, tandis que 79 % des enfants âgés de 5 à 17 ans avaient fréquenté l'école ou un programme d'éducation préscolaire durant l'année scolaire 2024-2025 (Source: MSNA 2025)
- **Cependant, une part importante de l'enseignement (42%) se déroulait dans des structures précaires** (bambou, paille ou tentes).
- Le **nombre d'élèves moyen par enseignant qualifié atteignait 314** (296 élèves en zone urbaine, contre 327 en zone rurale) et seules 7% des écoles disposaient de manuels scolaires en quantité suffisante.
- Le manque de revenus, conjugué aux vulnérabilités familiales ainsi qu'aux coûts directs de l'éducation constituait la principale raison du décrochage scolaire et de la déscolarisation.
- **Plus d'un tiers des écoles (35%) avaient subi un choc au cours des 12 derniers mois**, principalement lié à l'insécurité, à la violence et au pillage (19 %).
- **La préparation aux catastrophes naturelles et à la réduction des risques était perçue comme le sujet prioritaire à introduire dans le curriculum de 62 % des écoles.**

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le système éducatif fragile de la RCA fait face à de nombreux défis. Selon le Cluster Éducation, 585 470 enfants et jeunes (3-17 ans), dont environ 41 000 en situation de handicap, auront besoin d'une assistance en 2026. D'après la MSNA de REACH, si le taux de fréquentation scolaire des 5-17 ans est relativement élevé au cours de l'année scolaire 2024-2025 (79%), l'apprentissage de 379 136 enfants a été perturbé en raison de l'absence d'enseignants.

Le JENA de 2023 soulignait déjà des inégalités d'accès entre filles et garçons, une pénurie d'enseignants, ainsi que leur manque de formation et leurs difficultés financières.

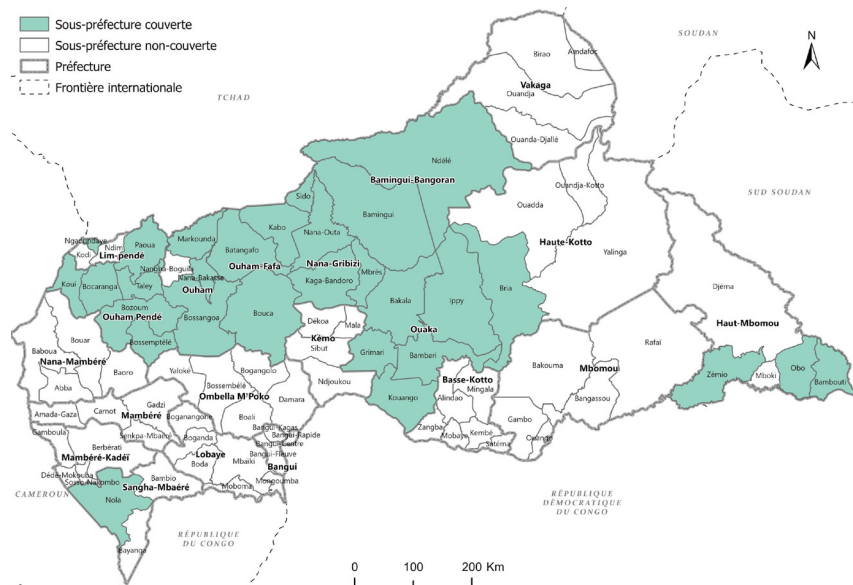
Face à l'évolution de la situation humanitaire, une mise à jour des données s'imposait.

Cette nouvelle évaluation vise à actualiser les stratégies du Cluster Éducation, du Domaine de responsabilité de la protection de l'enfant et du Cluster Eau Hygiène Assainissement, et à soutenir un plaidoyer commun en faveur d'une éducation de qualité, sûre et inclusive.

Elle repose sur une approche mixte combinant enquêtes quantitatives et qualitatives à travers des enquêtes au sein d'écoles, auprès d'informateurs clés communautaires et la consultation de groupes d'enfants. L'évaluation a été conduite dans 38 sous-préfectures. La méthodologie détaillée de l'évaluation est disponible [page 4](#).

La version complète du rapport est accessible [ici](#).

Couverture de l'évaluation



Accès et environnement d'apprentissage

« Certains enfants orphelins vivent avec des tuteurs vulnérables, le grand-père ou grand-mère, qui n'ont pas la capacité de les soutenir à l'école »
(Groupe de filles, Sous-préfecture d'Obo)

La très vaste majorité des écoles (99%) visitées étaient fonctionnelles et accueillait des enfants au moment de la collecte de données. Selon les résultats de l'enquête ménage MSNA conduite en 2025, la vaste majorité (79%) des enfants âgés de 5 à 17 ans ont fréquenté l'école ou un programme d'éducation de la petite enfance au cours de l'année scolaire 2024-2025.

De plus, l'écart d'accès à l'éducation entre les filles et les garçons n'était pas significatif au niveau national (77% des filles fréquentaient l'école contre 81% des garçons). L'accès à l'éducation variait cependant entre zones : 68% des enfants résidant en camps/sites avaient été à l'école au cours de l'année scolaire 2024-2025 contre 71% en milieu rural et 82% en zone urbaine/périurbaine (Source: MSNA).

Les résultats du JENA révèlent que 80% des écoles comptaient des enfants sur-âgés dans leurs effectifs. Une école sur trois accueillait également des apprenantes enceintes ou jeunes mères. Seules 35% des écoles avaient mis en place des mesures concrètes pour aider les élèves vulnérables.

Ces dernières incluaient:

- L'accueil des enfants sur-âgés (52%)
- Le suivi de la protection de l'enfance (37%)
- La mise en place d'horaires flexibles (33%)
- L'annulation ou la réduction des frais de scolarité ou autres coûts éducatifs (30%)

Le manque de revenus, conjugué aux vulnérabilités familiales ainsi qu'aux coûts directs (frais de scolarité, achat de fournitures scolaires, prise en charge des maîtres-parents) et indirects (manque à gagner du travail des enfants) constituait la principale raison mentionnée du décrochage scolaire et de la déscolarisation.

Selon les enquêtes écoles et les enfants consultés, les faibles salaires, les retards ou l'absence de salaire impactaient directement la motivation et l'absentéisme des enseignants.

« A cause de leur handicap physique, leurs parents ne veulent pas les inscrire à l'école, pourtant ils ont la volonté d'apprendre comme les autres enfants »
(Groupe d'enfants filles et garçons)

« Avec la baisse des prix sur le marché, nos parents n'ont pas la capacité de soutenir leurs enfants pour aller à l'école »
(Groupe de filles scolarisées âgées dans la sous-préfecture d'Obo)

Enseignement et apprentissage

Selon les IC communautaires, 83% des communes disposaient d'écoles et d'espaces d'apprentissage en briques, contre 24% en bambou/paille et 18% en tentes. La réparation des bâtiments scolaires endommagés ou des installations était perçue comme la première priorité pour le secteur éducatif au sein des communes enquêtées (rapporté par 30% des IC communautaires).

En ce qui concerne la capacité d'accueil physique des infrastructures, les deux tiers des IC au niveau des écoles (66%) estimaient que les élèves inscrits étaient trop nombreux par rapport à la taille de l'école. En termes de ratio élèves/enseignants (maîtres-parents inclus), la majorité des écoles (68%) se situait au-delà du standard du pays de 65 élèves par enseignant.

La grande majorité des écoles (95%) affichaient un ratio élèves/enseignant qualifié au-delà du standard de 65 élèves par enseignant, avec un nombre d'élèves par enseignant qualifié atteignant 314 enfants en moyenne (296 élèves en zone urbaine contre 327 en zone rurale).

Ratio élèves/enseignant moyen

1: 114

Ratio élèves/enseignant qualifié moyen

1: 314

La préparation aux catastrophes naturelles et à la réduction des risques était perçue comme le premier sujet prioritaire à introduire dans le curriculum des écoles (rapporté au sein de 62% des écoles).

Le nombre de manuels scolaires était très largement jugé insuffisant: Seules 7% des écoles, aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine, disposaient de manuels scolaires en quantité suffisante.

La mesure des performances des élèves par le biais de tests, d'examens et/ou de rapports réguliers était effective dans 92% des écoles enquêtées, sans différence notable entre le milieu urbain et le milieu rural.

Enseignant et autres personnels

« Les enseignants ne sont pas motivés car ils réclament leur rémunération. S'ils viennent, parfois ils ne dispensent pas les cours » (Groupe de garçons scolarisés, sous-préfecture d'Obo)

Parmi les enseignants des écoles enquêtées (maîtres-parents exclus), 75% étaient qualifiés. Cette proportion baissait à 36 % en incluant les maîtres-parents.

Parmi les 352 écoles enquêtées, 17% ne disposaient d'aucun enseignant payé par le gouvernement dans leurs effectifs et 49% avaient au moins un enseignant payé par une ONG.

Dans un quart des écoles visitées (86 écoles), les IC considéraient que les enseignants dédiaient moins de la moitié de leur journée de travail à l'école à l'enseignement, illustrant un déséquilibre et potentiellement une charge de travail administrative trop importante.

Les comités d'éducation actifs au sein des communes étaient mentionnés comme principaux acteurs de soutien par les IC communautaires (82%).

Protection et bien-être

Des risques de protection sur le chemin de l'école ont été mentionnés par 20 IC communautaires, sur les 82 interrogés. Les communes où des risques étaient les plus fréquemment cités étaient localisées dans les départements de l'Haute-Kotto, Lim-Péndé et Bamingui-Bangoran. Le type de danger le plus fréquemment rapporté incluait les violences sexuelles telles que le harcèlement, les abus ou le viol (10 sur les 20 communes concernées).

En ce qui concerne les risques de protection au sein des écoles, 5% des IC école ont rapporté que leur école avait été victime d'une attaque armée ou d'un acte de violence ciblant les bâtiments scolaires ou leur fonctionnement entre le début de l'année scolaire 2024-2025 et le moment de la collecte.

Tandis que la majorité (63%) des IC école affirmaient que les élèves ne couraient « aucun risque » au sein de l'école, les résultats des consultations d'enfants font ressortir que seuls 43% des enfants (sans distinction entre les filles et les garçons) étaient d'accord avec l'affirmation « je me sens en sécurité dans mon école ».

Par ailleurs, les infrastructures non sécurisées dans les écoles constituaient, selon les IC école, le principal risque pour la sécurité des enfants (17%) et des enseignants (14%).

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Dans 27% des écoles, les enseignants et les élèves n'avaient accès à aucune source d'eau lorsqu'ils étaient présents à l'école. De plus, dans 12 % des écoles, la principale source d'approvisionnement provenait d'une source non protégée (source non aménagée, eau de pluie, puits non protégé ou eau de surface).

34% des écoles en zone rurale et 25% en zone urbaine ne disposaient d'aucune latrine fonctionnelle au moment de l'évaluation. Les préfectures les plus affectées par l'absence de latrines fonctionnelles étaient l'Ouaka, la Haute-Kotto, l'Ouham-Fafa et l'Ouham. Le nombre moyen de latrine fonctionnelle par élèves atteignait 1:189 élèves (208 en milieu urbain).

Les installations de lavage des mains à proximité des latrines étaient extrêmement rares : seules 7% des écoles (25) en disposaient.

Santé et nutrition

2% des écoles enquêtées disposaient d'installations de base pour les premiers secours, et la proportion d'écoles où certains enseignants étaient formés à l'utilisation de la trousse de premiers secours demeurait très faible : 9% en milieu urbain et 7% en milieu rural. Le manque de matériel de premiers secours, combiné au manque de formation, limitait très fortement la capacité des établissements à répondre aux accidents scolaires et aux blessures courantes.

Dans 70% des écoles, les IC ont rapporté que peu ou aucun élève ne prenait un repas avant de venir en classe, avec une proportion encore plus élevée en milieu rural (74%) qu'urbain (62%). La situation paraissait particulièrement critique dans la Haute-Kotto, l'Ouaka, le Bamingui-Bangoran et l'Ouham.

57%

des enfants, sans distinction entre les filles et les garçons, n'étaient pas d'accord avec l'affirmation « je me sens en sécurité dans mon école »

91%

des écoles ne fournissaient aucun repas aux élèves (87% en zone rurale vs 96% en zone urbaine).

35%

des écoles ont été affectées par un choc au cours des 12 derniers mois précédant la collecte de données.

La vaste majorité (91%) des écoles ne fournissait aucun repas (87% en zone rurale contre 96% en zone urbaine) et de nombreux IC ont exprimé spontanément au cours de la collecte le besoin urgent de créer ou de soutenir des cantines scolaires. Dans les pays touchés par l'insécurité alimentaire, les programmes de cantines scolaires sont essentiels pour favoriser la fréquentation et l'assiduité en classe.

Participation communautaire

Au total, 86% des écoles disposaient d'un Comité d'Education Communautaire (CEC) regroupant des représentants des parents, des leaders communautaires, des équipes pédagogiques et parfois d'autres acteurs locaux.

Impact des chocs sur l'éducation

Au cours des 12 derniers mois précédant la collecte de données, 35% des écoles (123/352) ont été touchées par un choc. Les chocs les plus fréquents étaient liés à l'insécurité, à la violence et au pillage (19%), aux chocs climatiques (11%) et aux déplacements à grande échelle vers la localité (5%).

Dans certains cas, ces chocs ont entraîné des répercussions immédiates sur les conditions d'accès à l'éducation : dans 61% des écoles affectées, les IC déclaraient que désormais certains des enfants devaient parcourir une plus grande distance pour se rendre à l'école.

APERCU DE LA MÉTHODOLOGIE

L'évaluation a été réalisée selon une approche mixte, combinant collecte de données quantitatives et qualitatives. La collecte de données a été réalisée au sein de 38 sous-préfectures identifiées comme « hotspots » en 2024, en raison d'un grand nombre de chocs et de la présence opérationnelle des partenaires de collecte disponibles pour cette évaluation. La collecte de données s'est déroulée du 11 novembre au 9 décembre 2025.

Le volet quantitatif s'est appuyé sur l'administration d'un questionnaire auprès d'informateurs clés dans 352 écoles et d'informateurs clés "communautaire" (membres du Réseau Communautaire de Protection de l'Enfance (RECOPE) communautés), dans 82 communes.

Les enquêtes en milieu scolaire visaient à documenter les conditions d'accès et l'environnement d'apprentissage, la situation des professionnels de l'éducation, ainsi que les risques de protection auxquels les enfants sont exposés sur le trajet et au sein des établissements. Le questionnaire adressé aux informateurs clés communautaires visait à rassembler des informations contextuelles plus générales.

Le volet qualitatif reposait sur 15 groupes de discussion avec des enfants, soit 198 participants au total. Ces consultations visaient à capturer leurs perceptions et besoins spécifiques, souvent invisibles aux yeux adultes, et à mieux comprendre leur propres priorités. L'ensemble de ces résultats doit être considéré à titre indicatif seulement.

En partenariat avec



À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).